

LE PLAN, CE GRAND MACHIN...

Le 4^{ème} plan économique et social est prêt. D'ici peu le *Conseil économique* l'approuvera ; les chambres le voteront.

Il a été adopté par le «*Conseil supérieur du plan*» dont les 60 membres ont été reçus à l'Élysée, le 18 octobre dernier. Parmi eux de «dignes» délégués (?) des Confédérations ouvrières...

Le général, Chef de l'État, a présidé cette séance «*historique*», avec tout le prestige de sa haute autorité.

Dans ses allocutions, depuis le 8 mai surtout, de Gaulle a fréquemment traité de «...cette institution nouvelle qui est la grande affaire et l'ambition capitale de la France...».

Devant le *Conseil économique*, le 17 novembre, il affirme à nouveau: «...la Nation doit faire de la réussite du plan son ambition essentielle». Il précise aussi: «...Priorité aux investissements et aux dépenses productives, plutôt qu'à l'élévation de vie de chacun des Français...».

C'est net! Il confirme sa volonté, tout en indiquant quels seront les seuls bénéficiaires de cette «grande affaire»...

Pour en assurer le succès, il a fait appel à l'unité et à la discipline nationale. La science, le capital, la technique et le travail ont été mobilisés. Pour atteindre les objectifs fixés en ces quatre années (1962-1965) rien ne doit troubler la bonne ordonnance du plan. Il ne sera pas toléré de retomber dans l'agitation, qui risquerait de compromettre la prospérité de «nos» affaires. L'intérêt particulier s'effacera devant l'intérêt général. «Une reconversion des esprits doit se faire dans la modernisation de la France».

La mise en condition du peuple est d'ailleurs prévue: radio, télévision, films, presse, réunions, conférences, etc... Des cours entreront dans les programmes de l'enseignement primaire et du secondaire (Après le 4^{ème} plan d'autres suivront... Il faut préparer la jeunesse).

Le fidèle Debré (l'homme au 4%), avec ses ministres, a sonné le rassemblement des énergies nationales. Il prône une politique d'investissements massifs, concertée en matière de revenus, de stabilité financière. Pour assurer l'expansion dans l'ordre: discipline du travail. Afin d'éviter l'inflation: freinage des salaires.

Sudreau, génial ministre de la Reconstruction, déclare que «tout l'aménagement du territoire est à repenser». Il s'élève lui aussi contre les «trublions».

La publicité est d'orchestration puissante, bien ordonnée et habilement nuancée, pour les besoins de la bonne cause.

Des gens, de bons Français, ont tout de suite compris!

D'autant mieux, que leurs représentants sont les inventeurs du plan et sont, déjà, dans tous ses organismes en rouages — aux meilleures places.

Oublieux de leurs intérêts particuliers, ne pensant qu'à l'intérêt général, tous les milieux d'affaires se sont mis au service du pays... Puissante finance, grande industrie, haut négoce sont au *Conseil supérieur du plan*, dans les *Conseils régionaux* et dans d'autres places de création récente: centres d'expansion, *Compagnie d'aménagement régionale*, etc.... . Chambres de commerce et d'industrie multiplient leurs efforts. Leurs initiatives aussi.

Les Chambres d'agriculture poussent à la formation de *Sociétés d'aménagement foncier* pour l'achat et le remembrement des terres, etc...

Tout en préparant le départ du 4^{ème} plan et en prévision des objectifs à atteindre, les grands trusts (puisque ce sont eux) accélèrent la concentration industrielle, commerciale, avec l'appui organisé de la finance. A la faveur du plan, ils s'assurent aussi de solides bases dans la lutte pour le *Marché commun*.

Extension et création de multiples chaînes commerciales, avec de grands réseaux de super-marchés dans tout le pays. Ils tiendront en mains le système de distribution, s'assureront le contrôle des prix en réalisant de considérables profits. Sous leur formidable pression des points de vente du «commerce indépendant» disparaissent ou sont absorbés. Des groupements passent sous leur contrôle ou deviennent leur propriété.

Dans le domaine de la production, toujours avec l'appui des Bnaques, c'est aussi une opération généralisée d'absorption de sociétés, firmes ou groupes industriels, La concentration est de grande envergure. En même temps, pour intensifier production et profits, ils modernisent des entreprises ou en éliminent d'autres.

Sous le couvert de l'Etat, le plan est la «*grande Affaire*».

Dans ce mouvement planificateur les intérêts des travailleurs sont «*patriotiquement*» oubliés. La concentration entraîne la fermeture ou le regroupement d'entreprises, d'où des déplacements, changements et licenciements pour les salariés. L'insécurité de l'emploi se généralise... Ce n'est qu'un commencement...

Ainsi pour éviter l'inflation: freinage des salaires, le S.M.I.G., cette honte sociale, sera maintenu en fonction de la productivité. L'action revendicative disparaît dans le cadre de la discipline du plan.

On se demande quel sera l'utilité des organisations syndicales? Tout est prévu pour les amener à l'intégration. Elles ne seront plus qu'un instrument de production et de rendement, dans les directives du plan et pour les besoins.

Nos camarades du groupe *Fernand Pelloutier* ont bien compris l'immense péril qui menace... Il serait urgent d'alerter toutes les minorités syndicales, mais aussi l'ensemble des travailleurs, tous ceux qui n'acceptent pas l'étatisation au service du capital. Il n'est pas de tâche plus urgente. Elle conditionne toutes les autres. On peut se demander s'il n'est pas trop tard pour réagir avec efficacité...

Nous sommes à la veille de la culbute finale où tous nos espoirs sombreront. Tout peut être remis en question. Sous la houlette de l'État de nouveaux rapports conditionnés seront établis. L'intégration c'est la disparition du mouvement syndical revendicatif. Dans le cadre de ce grand «*machin*»: le Plan, et dans sa discipline, la collaboration État-Capital-Travail prépare la trahison finale avec la complicité directe des centrales syndicales.

François DELURET.
